

Le Droit du Peuple

QUOTIDIEN SOCIALISTE

Rédacteur en chef: LÉON NICOLE

RÉDACTION ET ADMINISTRATION: 13, AVENUE DE BEAULIEU, LAUSANNE

Téléphone: Rédaction 23.815 - Chèque postal II. 1088 - Téléphone: Administration 23.802

PUBLICITÉ ET ANNONCES:

TARIF: La ligne corps 7: Canton 30 ct. Récl. 75 ct. Suisse 35 ct. Récl. 1 fr. - Etranger 45 ct. Récl. 1.25. Rabais pour annonces répétées et contrats de lignes.

ABONNEMENTS:

	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
Suisse	2.-	6.-	12.-	24.-
Etranger	3.50	10.-	20.-	40.-

En Allemagne

Moins de nazis au Reichstag

Si M. von Papen est satisfait des élections, c'est qu'il est modeste. Au lieu de trente voix pour le soutenir, il en aura soixante-dix... contre cinq cents. On a moins voté dimanche en Allemagne qu'au mois de juillet dernier.

Sur 35 millions de votants, les nazis ont perdu 2 millions de voix et les socialistes 700,000. Au contraire, les communistes en ont gagné 600,000 et les partis conservateurs bourgeois un million.

Cela nous donne un Reichstag avec 33 % de nazis, 20 % de socialistes, 17 % de communistes, 15 % de catholiques et 12 % de conservateurs favorables au chancelier actuel. On voit qu'une majorité parlementaire est encore plus impossible à former qu'auparavant. Aucune combinaison ne peut tenir debout.

M. von Papen espère avoir humilié Hitler et les nazis en les faisant apparaître au public comme les grands vaincus de la journée. Il pense peut-être abaisser ainsi leurs prétentions. La nouvelle méthode consisterait à faire battre un peu leur parti aux élections pour qu'il négocie avec la tête moins haute.

De toute manière il va falloir continuer à gouverner sans parlement et en s'appuyant surtout sur l'autorité du président du Reich, un vieillard de quatre-vingt-cinq ans, qui peut mourir d'un jour à l'autre.

M. von Papen a son plan. Il veut réformer la constitution, enlever le droit de vote aux jeunes gens de vingt à vingt-cinq ans. La plupart, communistes ou nazis — dans son estimation — et arracher au Reichstag ses pouvoirs actuels pour renforcer d'abord ceux du président et ensuite ceux de la Chambre haute. Cette dernière serait transformée en un Reichsrat à base corporative.

Cette couleur nouvelle ne serait qu'une sauce pour faire avaler une restriction radicale des droits démocratiques. Non seulement les socialistes, mais les catholiques et les Etats du Sud en général dénoncent avec vigueur une telle entreprise. Elle est visiblement destinée à enlever au peuple allemand son droit de contrôle sur le gouvernement.

M. von Papen veut échafauder cela pour lui, mais l'avenir peut faire profiter d'autres locataires du château fort qu'il veut bâtir. D'ailleurs, il ne peut reviser la Constitution de Weimar avec une minorité parlementaire. Et s'il s'engage trop loin dans l'illégalité, les partis révolutionnaires peuvent déclencher la guerre civile.

A la veille même des élections, tous les trams, autobus et métro de Berlin étaient arrêtés par une curieuse alliance des communistes et des nazis, qui soutenaient la grève des transports. La compagnie avait proposé aux employés une réduction de salaire de vingt centimes par heure. Les syndicats refusèrent de l'envisager.

Un compromis fut négocié plus tard sur la base d'une réduction provisoire de deux centimes par heure à remettre en discussion au bout d'un mois. Sur les 22,000 employés, 14,000 se prononcèrent pour la grève et contre le compromis.

Comme il faut une majorité des trois quarts pour décider la grève, d'après les statuts, les syndicats socialistes admirent qu'elle était refusée, tandis que les communistes et les nazis décidèrent de passer outre et de la faire quand même.

On vit des chemises brunes et des rouges assiéger les quelques trams qui essayèrent de se mettre en branle. Il y eut des pierres lancées, des vitres cassées, des tas de pavés placés sur les voies, des coups de revolver de la police, deux morts et quelques blessés, mais le trafic fut complètement arrêté.

Cela n'empêcha pas les nazis de perdre en Allemagne 2 millions de voix, mais cela contribua peut-être à l'avance des communistes à Berlin aux dépens des socialistes.

Le gouvernement déclara la grève illégale et ordonna l'arbitrage. Il sanctionna la réduction de deux centimes admise dans le compromis. La compagnie accepta la sentence, mais les syndicats la refusèrent tous, y compris les socialistes.

La police arrêta les organisateurs de la grève, surtout les communistes. Cette affaire illustre assez clairement la situation qui règne en Allemagne et la surenchère à laquelle se livrent en particulier les nazis, qui cherchent n'importe quelle occasion de se présenter comme les vrais défenseurs du peuple affamé.

Edm. P.

PENSÉE

Ceux qui s'appliquent trop aux petites choses deviennent ordinairement incapables des plus grandes.

Politique étrangère

Marasme bourgeois

De quelque côté que l'on tourne ses regards, on n'aperçoit, dans la bourgeoisie européenne ou américaine, que déchéance morale, insuffisance intellectuelle et abandon d'énergies flasques aux circonstances, qui sont plutôt fâcheuses. Or c'est aux classes prétendues dirigeantes, issues du régime capitaliste, en réalité victimes des faux économistes qui ont préconisé exclusivement la recherche du profit, que l'humanité demande d'organiser la paix. Tâche bien au-dessus de leurs forces.

Il y a dix ou quinze ans, on pouvait encore croire à un redressement de la bourgeoisie, moins atteinte que les classes laborieuses par une guerre atrocement néfaste aux énergies collectives. Les masses populaires étaient sans ressort; on se disait que peut-être la cupidité individualiste, qui caractérise le bourgeois de tous les temps, mènerait les petits possédants à des groupements coopératifs, à des ententes fécondes avec les travailleurs des usines et des champs. Et l'on préconisait, à l'encontre d'une « lutte des classes », qui ne pouvait qu'augmenter le gâchis au détriment des ouvriers, sans réelle organisation, une étroite et loyale union de la petite bourgeoisie et du « prolétariat ».

Aujourd'hui, il faut reconnaître que la petite bourgeoisie a fait complètement faillite au point de vue politique et économique. Dans aucun pays, elle n'a su s'affranchir de la spéculation bancaire, de l'intrusion croissante des intermédiaires de toutes sortes, parasites qui flanquent la bureaucratie, toujours plus envahissante, d'une multitude d'inaptes à la production, capables seulement de tirer profit pour leur luxe, des chantages qu'ils multiplient, tant auprès des producteurs ruinés que des consommateurs appauvris.

La petite bourgeoisie se sauva autrefois par un esprit d'épargne qui caractérisa son économie, et d'où vinrent les premières formes de capitalisme. Ce fut l'épargne bourgeoise qui permit aux banquiers, surtout aux juifs, internationaux par essence, de constituer les gros capitaux, effectifs ceux-là, qu'ont remplacés de nos jours les capitaux fictifs qui n'existent que dans des bilans truqués. Aujourd'hui, la petite épargne tend à disparaître; et le petit bourgeois se raccroche désespérément aux établissements bancaires pour obtenir du crédit, ou de gros dividendes, ou des revenus lui permettant de vivre dans l'oisiveté. Mais la fausse économie

capitaliste emporte, en rafales successives, les valeurs anciennes, et ne leur substitue que les illusions préconisées par les trop fameux « plans » des économistes, déjà « pourvoyeurs, au temps de Proudhon, de la misère et de la mort ».

L'Europe centrale a connu la première grande détresse due à l'incapacité bourgeoise, à la confiance inqualifiable dans les spéculations industrielles et commerciales, étayées par les fallacieuses promesses bancaires. On croyait il y a cinq ou six ans que les grandes puissances capitalistes d'Angleterre, de France, des Etats-Unis, résisteraient à la tempête que l'on voyait souffler avec rage sur des pseudo-économies encore mal assises, quoique fort ambitieuses. On a vu les banques anglaises et américaines s'effondrer à leur tour, et leur effondrement a naturellement suivi le marasme industriel et commercial qu'elles avaient créé.

La bourgeoisie n'a nullement réagi contre les puissances d'argent qui consumaient sa ruine. Lorsque Poincaré profita de la fameuse confiance, que lui accordait si ingénument une foule de petits épargnants, pour faire la grande faillite des quatre cinquièmes, qui enleva aux rentiers honnêtes 80 fr.-or par 100 fr., il n'y eut dans la petite bourgeoisie française, décidément abêtie, que pleurs d'attendrissement. La petite bourgeoisie italienne est ravie d'aise de se voir dépouillée par l'étatisme le plus cynique qui se soit jamais manifesté. La petite bourgeoisie anglaise a horreur de tout ce qui n'est pas réactionnaire, donc au profit des lords et gros possédants. En Allemagne, les petits bourgeois sont ou pour Hitler ou pour le Gouvernement des barons. En Amérique, les démocrates n'ont aucun idéal politique et ils se sont laissés surprendre par une débâcle inouïe.

On peut donc parler d'une réelle disparition des classes moyennes en tant que facteur d'équilibre et d'organisation sociale. Le bourgeois, produit de quatre à cinq siècles d'évolution populaire, a renoncé, bien qu'il croie encore tenir son rang, à agir selon sa nature et ses réels intérêts. L'aristocratie ancienne a disparu: elle a fait place aux vautours et aux aventuriers cosmopolites; la bourgeoisie abdique; et les classes laborieuses ne savent pas s'organiser. D'où pourrait venir à un monde affolé la paix véritable, l'organisation pour la vie collective?...

D.

Leurs belles promesses!

Sous le titre: *Ils ont des droits sur nous!* « Candide », du 20 octobre 1932, publie la lettre suivante, émanant d'un ancien combattant.

Nous la soumettons à la méditation de nos grands patriotes.

« Il y a, et c'est odieux, des anciens combattants sans travail et réduits à la misère. J'ai fait deux ans de service militaire en temps de paix et cinq en guerre. J'ai trente mois de front et cinq d'hôpital. Depuis ma sortie de l'école (je suis ingénieur), dix-neuf ans se sont écoulés. Sept ont été sacrifiés pour mon pays; un a été perdu à chômer; il y a un an que je suis sans travail. Huit années se sont évanouies, c'est-à-dire 42 % de mes possibilités d'action. Je me vois réduit à une existence misérable qui s'épuise en démarches vaines. Que dire de ceux qui oublient ainsi les vieux serviteurs du pays? »

« Et que vaut cette société qui, en échange de nos jours de jeunesse, ne nous garantit même pas un CONTRAT PERMANENT DE TRAVAIL? Nous avons des droits, a-t-on dit? Quelle dérision! Il ne doit pas y avoir d'anciens combattants dans la peine. Il y a dix-huit ans, la France avait besoin de moi et me le fit bien voir; aujourd'hui, elle ne s'en souvient plus et il lui est rigoureusement indifférent que je crève de faim. »

Que peut-on ajouter et que peut-on promettre à cet ancien combattant? Rien! Sinon de prochaines boucheries où les bons morceaux ne seront pas pour lui, même s'il les paye avec son sang. C. B.

NOUVELLE SUISSE

Une perte de 33 millions.

L'assemblée générale de la Motor-Colombus, société d'entreprises électriques, vient d'approuver les comptes de l'exercice 1931-1932 se soldant par une perte de 33 millions de francs suisses qui sera reportée à nouveau. L'an dernier, un bénéfice de 10.080.000 fr. suisses avait permis la répartition d'un dividende de 5 %.

Les organisations fascistes armées interdites dans la Sarre

On annonce que le Gouvernement du territoire de la Sarre a interdit hier les organisations armées des nationaux-fascistes allemands. Cette mesure est motivée par le fait que les fascistes ont provoqué de nombreuses bagarres. Ce que le gouvernement ne dit pas, c'est que le Parti hitlérien a fait une propagande toujours plus intense en faveur du retour immédiat à l'Allemagne du territoire de la Sarre.

Le chômage à New-York.

D'après les calculs de M. William Hodson, directeur de l'Assistance publique de la ville de New-York, il y aurait, à l'heure actuelle, environ 1,150,000 chômeurs dans cette ville, c'est-à-dire plus d'un tiers de la population totale de travailleurs de l'agglomération new-yorkaise.

M. Hodson évalue à environ quatre millions de dollars les secours mensuels nécessaires pour l'assistance de ces gens, privés actuellement de toute ressource.

Dans les deux dernières années, le nombre des chômeurs a quadruplé à New-York. (« News Chronicle », Londres.)

MILITANTS!
voici que commence votre tâche. Des milliers de travailleurs sommeillent encore. Vous devez les réveiller!

Tempêtes sous des demi-crânes

L'époque actuelle n'est point favorable aux cerveaux impressionnables.

Le moindre événement les irrite. Un incident les émeut. Un fait divers les énerve. Un rien les met en cupesse. Alors, perdant toute mesure, ils tirent, tragiquement, des conclusions définitives.

Il arrive quelquefois que les cerveaux impressionnables le sont volontairement et malicieusement. Ils jouent à l'indignation car elle sert leurs desseins. Ils enflent les circonstances de la cause et trompent leurs sacrements laïques. Ce sont donc ou des inconsistants ou des retors. On les peut appeler des demi-crânes.

Il est beaucoup de demi-crânes dans ce pays de Vaud, surtout parmi les journalistes, les politiciens et les meneurs de la bourgeoisie.

Vous venez de vous en rendre compte.

Des inconnus, manifestement mal inspirés, s'ils sont antifascistes, manifestement impudents, s'ils sont des mussolinistes, ont peint aux couleurs sang de bœuf le monument aux morts sis au cimetière de Montoie. L'opération s'étant faite la nuit, elle ne fut découverte que le matin et la cérémonie annuelle en subit quelque retard.

Or, lisez la « Gazette », cet organe des jublations intempêtes durant la guerre lors de la publication de communiqués annonçant des milliers de morts. Lisez, je vous prie, cet organe de la pensée profonde de M. Alexandre Vinet et de la suppression de l'impôt en ligne directe! Lisez la « Tribune », ce lieu où s'ébattent de jeunes rigolos et d'ineffables pincésans-rire! Et demandez-vous quelle peut être la raison de cette prose enflammée? Souci du respect dû aux morts! Evidemment, celui des vivants leur coûterait plus cher! Au reste, les auteurs, blâmables, de l'acte incriminé, ont songé au fascisme et non aux familles des disparus. Alors? Besoin d'un baisement de mains et d'un léchage de bottes à celui qui est le tyran d'un peuple et dont la morgue à l'égard de nos droits constitutionnels et souverains cause quelque irritation même au sein du Conseil fédéral. Au moment où se découvrent les provocations commises sur territoire tessinois, les protestations et les excuses du Conseil d'Etat vaudois, la plate servilité de la municipalité, le pelotage de la presse bien pensante, tout cela est, je vous l'assure, un très triste spectacle.

Les morts de la grande guerre, Italiens et autres, n'ont pas besoin, en leur repos, des salamalecs des classes dirigeantes, responsables de leurs souffrances et de leur disparition. Avant de songer à honorer les morts parce qu'ils sont morts, apprenez à honorer, à respecter les vivants. Ah! oui, parmi ceux qui dorment à Montoie, combien, lorsqu'ils vivaient, connurent les sévérités partiales de l'autorité, le mépris de la « Gazette » en tant qu'ouvriers syndiqués et étrangers. Alors! pas de fausses déclamations. Rentrez vos indignations! Elles sont suspectes, venant de vous!

Pour le surplus, proclamons sans hésiter: le droit de tous les monuments, de toutes les cérémonies, de tous les anniversaires — sous réserve des prescriptions légales — au respect d'autrui. La tolérance est une vertu que, pour notre part, nous estimons à la fois nécessaire et louable. Mais qu'à la veille des élections au Grand Conseil, au moment où se fourbissent les armes d'une réaction arrogante et sans scrupule, l'incident de dimanche soit rageusement exploité, nous n'en sommes point surpris. Nos adversaires ont ce droit; ils n'ont pas celui de nous faire prendre une manœuvre dirigée contre la classe ouvrière et ses libertés pour la manifestation d'une délicatesse de conscience et de cœur.

Nous les connaissons trop, ces messieurs!

P. GOLAY.

LE CHANCELIER APPROUVE LE PLAN DE PAUL-BONCOUR

Le chancelier von Papen a prononcé un discours à l'assemblée annuelle de la presse étrangère à Berlin. Le chancelier s'est prononcé plus ou moins ouvertement pour la dictature, sous le prétexte qu'un régime autoritaire est nécessaire en Europe centrale pour le maintien de la paix. Il a accusé les anciens alliés d'être responsables, en grande partie, de l'état actuel de l'Allemagne. Le chancelier a réclamé ensuite la révision du Traité de Versailles. Il a approuvé enfin, en principe, le plan du ministre de la guerre français Paul-Boncour. Si Papen peut approuver ce plan, cela veut dire qu'il est très dangereux et qu'il permettra à l'Allemagne de se réarmer et de provoquer ainsi une nouvelle guerre.

A GENÈVE

Pour que l'auteur d'„A mi-corps“, Georges Oltramare, puisse accomplir sans réplique son œuvre d'accusateur public

Toutes les troupes de police sont mobilisées

Une école de recrues est appelée de Lausanne

Les mitrailleuses entrent en action : 10 morts et 65 blessés dont plusieurs grièvement

Les faits

Le simple énoncé des faits qui suivent est d'une telle éloquence qu'aucun qualificatif ni aucun commentaire ne sont nécessaires.

On sait que le Parti socialiste a averti les autorités cantonales et municipales sur les dangers que faisait courir à l'ordre public la sorte de tribunal qu'entendaient instituer à la Salle communale de Plainpalais les dirigeants de l'Union nationale, en tête desquels nous trouvons Georges Oltramare.

Suivant l'opinion d'adversaires de notre parti, hommes fonctionnant dans la magistrature, l'affiche annonçant la « mise en accusation publique des sieurs Nicole et Dicker » ne pouvait être considérée que comme une violente provocation.

Puisque cette mise en accusation était publique, les accusés et leurs amis devaient en tout cas pouvoir assister aux débats. Si on voulait les en empêcher, il fallait alors empêcher la manifestation — parodie de tribunal — elle-même.

Le Conseil d'Etat a pris sur lui non seulement de permettre au Tribunal Georges Oltramare et consorts de fonctionner ; il lui a prêté son autorité, ses forces de police et une école de recrues avec des mitrailleuses de l'armée fédérale.

Ce sont donc toutes les forces dont dispose l'Etat qui furent mises au service de Georges Oltramare. Dans quelles conditions ? C'est ce que nous allons examiner.

Dès l'après-midi.

Dès le début de l'après-midi, les policiers furent mis au service de la troupe à Georges Oltramare. Des chaînes barrant la rue de Carouge et les rues aboutissant sur la rue de Carouge, autour de la Salle communale de Plainpalais furent scellées dans les murs des maisons. Dès les 5 heures déjà, les gens de l'Union nationale — débris de l'Union de défense économique et Groupe Oltramare — prenaient place dans la Salle communale de Plainpalais, pour la manifestation annoncée pour 8 heures et demie (20 h. 30).

A 19 heures, les premiers membres des groupes socialistes arrivaient dans les locaux qui leur furent désignés. Ils trouvèrent les rues barrées et occupées par d'importantes forces de police.

A 19 h. 30, la rue de Carouge était déjà garnie de manifestants qui se heurtèrent aussi bien à la rue de Carouge qu'à la rue du Centre, à un fort barrage policier. Ne pouvaient pénétrer au-delà du barrage et se rendre ainsi à la Salle communale que les porteurs de laissez-passer de l'Union nationale.

On apprit ainsi que le tribunal public se transformait en un tribunal à huis clos, entre adversaires des deux « accusés » et de leur parti.

Les gardiens du barrage apaisèrent la foule en lui disant qu'à 20 h. 30 les portes seraient libres et que chacun y trouvant encore de la place pourrait pénétrer dans la salle.

Quand, à 20 h. 30, elle voulut essayer de faire appliquer cette promesse, la foule se heurta à un barrage plus formidable que jamais. Craignant d'être débordés, les gardiens du barrage, gendarmes en uniformes, mirent sabre au clair. Ils ne se servirent toutefois que du plat de leur arme, mais avec une grande brutalité, ce qui leur valut de violentes autant que méritées protestations des victimes.

Des discours.

A ce moment-là, il y avait plus de cinq mille personnes — manifestants pour la plupart — dans les rues de Carouge et voisines.

Notre rédacteur en chef prit la parole pour stigmatiser — aux applaudissements de la foule — le tribunal des réactionnaires siégeant à l'abri des forces policières et de l'armée et en l'absence des accusés et de leurs amis. Il montra la leçon politique à tirer de cette coalition de toutes les forces gouvernementales autour du pornographe Georges Oltramare, homme qui jamais n'a accompli la moindre besogne utile de sa vie, pas plus d'ailleurs que ses trois amis Steinmetz, Droin et Testuz, s'agitant avec lui sur les tréteaux.

Nicole montra également comment la classe travailleuse ne doit compter que sur elle-même dans sa lutte contre une bourgeoisie dont les pourritures ont éclaté dans de récents scandales bancaires et dans les affaires de contrebande des alcools.

Notre camarade exalta l'esprit révolutionnaire qui doit animer les masses ouvrières contre un pouvoir qui a perdu toute mesure.

Nos camarades Lebet et Tronchet parlèrent

également à la foule, le premier en soulignant toute l'importance de l'anniversaire de la Révolution russe à un moment où, dans les pays occidentaux, les gouvernements s'enfoncent dans l'ignominie.

Les trois orateurs parlèrent de l'absolue nécessité de l'unité ouvrière.

AU ROND-POINT DE PLAINPALAIS

Ne pouvant pénétrer dans la salle, la foule rebroussa chemin vers le rond-point de Plainpalais, où toute circulation fut interceptée durant trois quarts d'heure. On revint ensuite vers la Salle communale, qui continuait d'ailleurs à être assiégée de tous côtés — jusqu'aux barrières de police — par une masse énorme de manifestants. Au balcon du Casino, Berthet, de la « Suisse » de M. Fabre, narguait la foule, entouré de quelques amis. Il fut sommé de rentrer — ce qu'il fit.

Apprenant que l'ordre venait d'être donné à l'école de recrues de prendre à revers, par le boulevard du Pont-d'Arve, les manifestants cherchant toujours à pénétrer dans la Salle communale, Nicole prit à nouveau la parole pour préciser la responsabilité du gouvernement au cas où cette troupe de tout jeunes gens commettrait avec ses armes des violences.

« Nous sommes venus ici en travailleurs honnêtes, sans arme aucune et forts uniquement de notre bon droit. C'est une besogne infâme qu'on fait accomplir à l'armée en la jetant contre le peuple travailleur. »

La troupe arrive

Quelques minutes après, la troupe fut appelée, très probablement par ordre du président du Conseil d'Etat, M. Frédéric Martin et sur l'instigation de quelques reporters de journaux locaux, au nombre desquels M. Trollux, de la « Tribune de Genève ». C'est cette équipe de reporters qui entourait M. Fréd. Martin et les chefs de la police et de la gendarmerie. C'est avec ces hommes au service de journaux qui en veulent à mort au Parti socialiste et sont d'une jalousie féroce contre notre journal, que les mesures les plus graves ont été décidées dans la Salle communale de Plainpalais.

La troupe s'y prit de la façon la plus gauche contre la foule. Les officiers firent pénétrer leurs hommes dans la masse énorme tassée au boulevard du Pont-d'Arve et à la rue de Carouge. Bientôt isolés, ces hommes ne purent rien faire, sinon — pour quelques-uns — se laisser désarmer très pacifiquement. Quelques fusils et fusils-mitrailleurs furent ainsi mis à mal et brisés sur les trottoirs. Les hommes désarmés furent recueillis fraternellement par la foule, qui en a assez de constater à quoi servent toujours les fusils — contre les peuples pacifiques dans les guerres nationales et contre les travailleurs dans le régime de lutte de classe que nous vaut le capitalisme.

Fraternisation

Le bris de quelques fusils et la fraternisation avec les soldats mirent de bonne humeur les manifestants. Les braves crépitaient à chaque nouvelle crosse en l'air. L'ordre de retraite ayant été donné, on accompagna les soldats, qui paraissaient en avoir « marre », jusque devant le Palais des expositions.

L'infâme guet-apens

Dans un angle d'ombre du Palais des expositions se trouvaient des mitrailleuses braquées sur le boulevard du Pont-d'Arve.

Quelques dizaines de manifestants accompagnèrent les soldats vers le Palais des expositions, en direction de la caserne.

A peine ces hommes étaient-ils recueillis par le groupe se trouvant dans l'angle d'ombre du Palais des expositions, que l'ordre de tirer fut donné. Il y eut quelques brefs manèges d'armes, puis, pour la forme quelques coups à blanc et aussitôt **SANS AUCUNE SOMMATION, COMMENÇA LA FUSILLADE AVEC LES FUSILS ET SIMULTANÉMENT A LA MITRAILLEUSE.**

De la centaine de personnes se trouvant là, un certain nombre put se réfugier derrière un mur, d'autres derrière des automobiles qui furent criblées de balles, les autres — plus de cinquante — ont été plus ou moins grièvement blessés et on compte

10 morts

Un homme se trouvant près d'un de nos camarades, le camarade Fürst, du Parti communiste, eut le crâne littéralement haché et enlevé jusqu'à mi-tête par le tir de la mitrailleuse.

Cela ne dura guère que quelques secondes. Ce fut suffisant pour qu'un horrible spectacle s'élevât devant les yeux. Partout des cadavres et des blessés gémissant jonchaient le sol.

L'horreur de la foule QUI CROYAIT A UN TIR A BLANC était indescriptible.

Responsabilités

Il s'agira d'établir les responsabilités de ceux — le Gouvernement cantonal — qui firent appel à une école de recrues aussi peu préparée qu'il est possible de l'être à une besogne de police.

Qui, alors que rien ne le justifiait, demanda à cette école de recrues de s'avancer dans la foule ?

Qui, alors que les hommes et officiers qui les accompagnaient avaient pu constater l'inutilité de leur présence — donna l'ordre de tirer à balles, sans sommation, sur une masse entièrement désarmée, ne manifestant que par des sifflets et paroles contre les pitres de l'Union nationale, trop capons pour accepter une discussion contradictoire ?

La classe ouvrière ne se laissera pas faire

Il est clair qu'appuyée sur l'armée, la bourgeoisie genevoise, dont le gouvernement vit dans un perpétuel état d'affolement depuis le début des scandales bancaires, va essayer d'accrocher sa répression.

La classe ouvrière ne se laissera pas faire. Les provocations ne resteront point sans réponse.

Une cessation générale du travail est envisagée dans toutes les organisations syndicales et professionnelles dès aujourd'hui.

Les victimes

La classe travailleuse genevoise n'oubliera pas les victimes de l'atroce fusillade de mercredi soir (il était 21 h. 40). Déjà un de nos adversaires politiques s'est présenté à nos bureaux pour nous verser une somme de 110 fr. Une souscription est immédiatement ouverte. Les funérailles seront l'occasion d'une grande manifestation de dignité et de calme résolution de la classe travailleuse genevoise, en face d'une bourgeoisie qui a perdu tous ses droits au titre de classe dirigeante.

Parmi les victimes, il y a des ouvriers de tendance socialiste, il y a aussi des bourgeois se trouvant là en curieux ou parce qu'ils avaient à faire où ils étaient. Un paisible consommateur a été frappé devant le café dont il sortait. C'est dans le tas qu'on a tiré à la mitrailleuse et avec les fusils, en pleine nuit, sans pouvoir viser aucun but.

DU CALME

Nous demandons à tous nos lecteurs de demeurer calmes, mais de suivre avec la plus grande discipline les mots d'ordre qui seront lancés par leurs organisations syndicales et politiques qui, dès aujourd'hui, examineront avec le plus profond sérieux la situation faite aux travailleurs par un gouvernement qui, en d'autres temps, ne pourrait demeurer une minute de plus à la tête des affaires publiques.

La presse.

Il est nécessaire de dire quelques mots d'hommes qui tiennent la plume dans les rédactions du « Journal de Genève », de la « Suisse » et d'autres feuilles. Ces hommes-là, qui n'ont pas le courage de soutenir leurs idées publiquement, dans les conseils ou dans des assemblées, sont les pires excitateurs aux pires violences contre la classe travailleuse. Qui dira tout le mal déjà accompli par un René Payot au « Journal de Genève », et par un Fabre à la « Suisse ».

Ces hommes, qui ne font qu'écrire, sont aussi éloignés du peuple qu'il est possible de l'être et pourtant ils exercent une véritable dictature sur le Gouvernement cantonal. Les décisions les plus folles sont prises par ces irresponsables. C'est là l'un des grands maux dont souffre le pays.

On peut être certain que, comme pour l'interdiction d'un récent congrès ouvrier à Genève, René Payot et Fabre sont les véritables instigateurs de la venue de l'école de recrues qui vient d'accomplir la plus abominable besogne qui ait ensanglanté le pays suisse depuis nombre de décades.

L'intervention de la troupe

Récit d'un témoin oculaire

Au début de l'après-midi, l'école de recrues, fusiliers et mitrailleurs, qui se trouvaient en exercice au Chalet-à-Gobet, plia bagages et débarqua à Genève vers 17 h. 30. Le Conseil d'Etat avait obtenu cette troupe du Département militaire fédéral.

On fit défiler ces jeunes recrues avec armes et munitions par toute la ville, excitant ainsi et la curiosité et l'indignation des passants. Cette troupe armée menaçant des manifestants munis de sifflets constituait incontestablement une provocation. Au surplus, amener des jeunes gens non formés, commandés par des officiers étrangers au canton, est une faute grave au suprême degré et dont les coupables ne se relèveront pas.

Toutefois, longtemps pendant la manifestation, personne ne pensa à la troupe qui se tenait à l'écart par détachements de 100 à 150 hommes. Même après 20 h. 30, de nombreux curieux quittèrent les environs de l'Hôpital Butini parce que la manifestation s'était ralentie ; lorsque soudain des sections qui stationnaient dans l'ombre, devant le Palais des Expositions, firent irruption dans le boulevard du Pont-d'Arve.

Le premier blessé.

On apprit au même moment que des contre-manifestants avaient pu pénétrer dans la Salle communale de Plainpalais et que des partisans de l'Union nationale avaient fortement blessé l'un d'eux. Le correspondant de la « Tribune de Lausanne » relève le fait en termes précis : « L'un d'eux est blessé ; c'est le premier de la soirée. »

Les gens épars, dont la plupart s'apprêtaient à regagner leur domicile, s'assemblèrent ; personne, dans ce lieu, ne s'expliquait la venue des soldats. Les sous-officiers, drillés par une école de recrues, hurlaient des ordres et des contre-ordres incompréhensibles à leurs subordonnés et au public ; on y répondit par des lazzi ; finalement, les soldats se trouverent perdus en ordre dispersé au milieu du public qui stationnait devant l'ancienne mairie de Plainpalais, semant l'excitation et soulevant de vives protestations, ou bien, au contraire, provoquant de la sympathie à cause de leur jeunesse et de leur désarroi. Nombre d'entre eux montraient visiblement leur dégoût pour le « travail » qu'on leur faisait faire.

Quand, au retour de leur expédition (dont le but restait inexplicable à l'assistance), ils sortirent du boulevard du Pont-d'Arve, plusieurs avaient perdu leurs casques, quelques autres leurs armes ; ils ne firent rien pour les reprendre. Un fusil brisé émergea au-dessus des têtes et, par terre, on ramassa des cartouches à balle, ce qui prouve la

la préméditation

de leurs chefs.

Cette découverte irrita au plus haut degré deux ou trois dizaines de personnes qui suivirent la troupe jusqu'à son point de ralliement, devant le Palais des expositions.

Sur l'immense place, il y avait du monde comme par une heure de forte circulation. On discutait avec animation de l'intervention stupide de l'armée, on commentait avec sévérité la présence des munitions de guerre et on déplorait le manque de calme des gradés. Sur le boulevard du Pont-d'Arve et aux abords de l'Hôpital Butini, du Garage de la rue Dancet et du Café Supersaxo, la foule s'apaisait, aucune vitre n'avait été brisée, aucun projectile lancé, lorsque soudain

Des coups de feu

précipités retentirent. « Ils tirent à blanc ! », cria-t-on de toutes parts, et bien des personnes ne bougèrent pas à ces premières détonations.

Mais la fusillade continuant,

des hommes s'affalèrent, touchés à mort... Le cri « il y a deux tués » traversa la place. L'arme la plus dangereuse de notre armée, le fusil-mitrailleur, venait d'accomplir son office, sur le commandement d'un criminel.

Fuite dans tous les sens, dans un souffle d'horreur. Puis on se précipita vers les morts. Lorsque l'auteur de ce récit, avec d'autres personnes, arriva sur le terre-plein du Palais des expositions où gisait l'ouvrier Fürst, des soldats, sans doute sur un ordre, couchent le groupe en joue. On crie : « Nous venons chercher un cadavre. » Alors seulement il baissent l'arme. On transporte les blessés dans des cafés, à la Polyclinique, tandis que les chefs militaires se désintéressent totalement du sort de leurs victimes.

(Voir la suite en page 6)

Le massacre de Plainpalais

UN APPEL du Parti socialiste suisse à la classe ouvrière

Le Comité directeur du Parti socialiste suisse, mis au courant des événements de Genève, s'est réuni immédiatement mercredi soir et a décidé de lancer l'appel suivant à la classe ouvrière suisse :

Un massacre d'une brutalité inouïe a eu lieu hier soir à Genève. Une soldatesque commandée par la réaction a tiré avec des fusils mitrailleurs sur de paisibles masses de manifestants, 10 ouvriers tués, 39 grièvement blessés et de nombreux autres blessés sont les premiers résultats de ce massacre.

Contre ces crimes sauvages, contre cet abattage dans le style des bandits fascistes, nous élevons, au nom de la classe ouvrière suisse, les protestations les plus énergiques et les plus vibrantes. Nous exprimons notre entière solidarité avec la classe ouvrière genevoise qui lutte pour la défense de ses droits contre une bourgeoisie totalement corrompue.

Les instances du Parti socialiste suisse vont se réunir immédiatement. Elles donneront aux organisations ouvrières des instructions pour entreprendre une action générale de solidarité et de défense.

La cause des ouvriers de Genève est celle des ouvriers suisses,

Vive la solidarité !

A bas le fascisme !

Le Comité directeur du Parti socialiste suisse,

Après le massacre de Plainpalais

Les provocations successives

C'est par une suite de provocations sciemment élaborées que la manifestation de Plainpalais a pu dégénérer en un épouvantable massacre dont les responsables devront rendre compte.

Première provocation : l'aposition, sur les murs de la ville, d'une affiche annonçant une mise en accusation publique de deux militants, et par conséquent l'organisation d'une sorte de tribunal spécial de l'opinion devant lequel, naturellement, les « accusés » n'auraient jamais été autorisés à se défendre. L'affiche a été apposée, ne l'oublions pas, avec l'autorisation du Conseil d'Etat genevois :

Seconde provocation : Aux lettres du Parti socialiste genevois, qui mettaient en garde les autorités cantonales et municipales contre les répercussions possibles d'une telle manifestation, le gouvernement et le Conseil administratif ont répondu avec une passion et un aveuglement indignes d'hommes aux responsabilités.

Troisième provocation : Au moment où, pour répondre en nombre à l'appel cynique des organisateurs (Union nationale), les sections socialistes se présentaient devant la Salle communale, elles apprirent que la « manifestation publique » se transformait en assemblée privée, ouverte seulement au moment où les « accusateurs » auraient pu se sentir assez forts pour assommer leurs contradicteurs.

Quatrième provocation : les barrages de gendarmerie étaient établis depuis plusieurs heures, puisqu'on avait scellé les chaînes dans les murs des maisons avoisinantes. Cela indiquait la nette volonté d'interdire l'accès de la salle aux membres du Parti socialiste.

Cinquième provocation : L'appel du Gouvernement genevois à une troupe formée de recrues entrées depuis quinze jours en service, troupe manifestement mal instruite pour la besogne dont elle devait être chargée, troupe munie pour la circonstance de munition de guerre et d'engins horriblement meurtriers.

Sixième provocation : L'entrée de cette troupe dans une foule désarmée et jusqu'ici pacifique, en un moment où l'état des esprits, encore calmes, ne laissait aucun doute sur l'issue tranquille de la manifestation.

C'est par cette série de provocations que la classe ouvrière genevoise a été lancée dans un véritable guet-apens par des gens, gouvernants, police et militaires, qui avaient perdu tout contrôle de leurs actes. Leur procès ne tardera d'ailleurs pas à s'instruire publiquement.

Les mensonges commencent

La presse bourgeoise ne manque pas de commencer sa campagne de mensonges et de calomnies. Elle parle d'une « émeute ».

A aucun moment, la manifestation de Plainpalais n'a dégénéré en émeute. Les manifestants se massaient, non sans cris et sifflets, aux abords de la Salle communale, mais ils n'usèrent jamais de moyens d'une violence telle que les autorités responsables pussent croire

à une émeute. La foule devint houleuse et violente à l'instant où l'on jeta sur elle les soldats armés. Elle riposta à cette provocation, insensée par des gestes de défense dont la vigueur n'avait rien de commun avec la gravité d'actes commis par des « émeutiers ».

Il s'agissait, en fait, d'une contre-manifestation sur la voie publique, contre-manifestation parfaitement légale et conduite avec tout l'ordre nécessaire.

A aucun moment non plus les barrages de police ne furent forcés. Il ne se produisit aucune bousculade devant les chaînes tendues en travers de la rue, mais nul gendarme, nul officier de police ne pourrait affirmer que la foule déborda les forces policières, ni que celles-ci perdirent le contrôle entier de leurs barrages.

Pas une vitre brisée

L'attitude de la foule était telle, que personne n'aurait osé se douter de ce qui se tramait dans l'ombre contre les manifestants. Ceux-ci ne cédèrent point à d'inutiles violences. Ils étaient si peu disposés à fomenter une émeute que, dans tout ce quartier où les magasins abondent, pas une seule vitre ne fut brisée, malgré les bousculades qui se produisirent ici ou là, les militants faisaient respecter, dans les limites du possible, la plus grande dignité. Ce « possible » cessa dès qu'apparurent les soldats et que les gradés commencèrent leurs grossières attaques. Mais les manifestants se gardèrent des excès.

Leur tranquillité d'esprit était telle qu'ils refusèrent d'abord de croire au crime qui venait de se commettre sous leurs yeux.

Sitôt qu'ils réalisèrent l'épouvantable vérité, ils se précipitèrent non pas sur les soldats, non pas sur les responsables, mais sur les morts et les blessés, pour les relever, les transporter dans les cafés avoisinants. Est-ce là le fait d'une foule en délire ? Est-ce là le geste d'« émeutiers » ? Le prétendre, c'est ajouter une infamie nouvelle aux infamies qui ont été commises. La presse bourgeoise ne manque pas de l'ajouter à sa liste déjà bien longue.

Les sinistres prétextes

Pour exciter les gendarmes contre la foule, on fit habilement circuler le bruit qu'un des leurs avait été tué devant le Palais des Expositions. Qui a lancé ce sinistre « bobard » ? Et dans quel but véritable ? C'est ce que les enquêtes nous apprendront.

D'autre part, on commence à prétendre que le conseiller d'Etat Frédéric Martin aurait « essuyé » quelques coups de fusil tirés d'une fenêtre par un « anarchiste ».

Il n'y a pas un mot de vrai dans cette criminelle assertion. C'est devant la mairie de Plainpalais que Martin aurait été « fusillé ». Les seules traces qui se peuvent relever contre les murs du bâtiment, ce sont celles qu'y ont faites les balles des soldats.

On ne craint donc pas d'entasser mensonge sur mensonge pour essayer de justifier un acte inqualifiable. L'« anarchiste » arrêté a d'ailleurs dû être relâché immédiatement, aucune preuve n'ayant pu être relevée contre lui, et pour cause !

Il conviendra, messieurs de la presse bourgeoise, d'inventer des ignominies moins grossières que celles-là !

Pas de sommations !

Tous les témoins oculaires nous ont affirmé, avec une tragique véhémence, qu'aucune sommation n'a été faite avant le tir. Le cynique journal « La Suisse » parle, en titre gras, de ces fameuses sommations, et cela seul nous confirme dans notre certitude. Tous les responsables, et le sieur Fabre en tête, savent que la troupe a tiré sans avertissement. Mais ils préparent l'opinion, ils cherchent les excuses, ils truquent les faits dans le seul intérêt de leur vilaine cause.

Pas d'avertissement ! Pas d'injonction ! Et surtout, avant l'usage des armes, pas la moindre tentative d'utiliser les hydrants, placés à la rue du Centre, ce moyen pacifique de disperser les manifestants les plus rebelles. On a passé directement au crime. Nous avons vu des gendarmes, des pompiers atterrés par l'abominable massacre. Personne ne comprenait. Personne ne cherchait d'excuse. L'acte était là, dans toute son atroce brutalité.

La foule elle-même ne comprenait pas !

Elle croyait, au moment où pleuvaient les balles, que les recrues tiraient à blanc. Nul n'a entendu d'avertissement préliminaire. La « Suisse » paraît d'ailleurs si peu sûre qu'elle varie, dans deux éditions successives, sur l'explication des pseudo-sommations.

En vérité, le crime, dans toute son horreur, n'a aucune autre justification que l'effolement insensé dans lequel se trouvaient, vers 20 h., les responsables du massacre.

Il faut établir dès maintenant qui a donné l'ordre de tirer, qui a transmis cet ordre et qui l'a fait exécuter.

Cette responsabilité principale doit être immédiatement établie. Nous ne doutons pas de pouvoir écrire, ici, dès maintenant, les noms des criminels. Mais nous attendrons que la vérité s'établisse. Elle sera telle qu'une indignation formidable soulèvera la population contre les auteurs du crime de Plainpalais. Il reste des comptes à régler, et dix cadavres s'ajoutent à la liste déjà longue des exactions commises par la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Les coupables devront payer !

Dans toute la Suisse Des manifestations seront organisées

Le Parti socialiste suisse a décidé d'organiser des manifestations de protestation contre le massacre de Plainpalais dans toute la Suisse.

La grève générale

Les organisations syndicales examinent l'éventualité d'une grève générale en signe de deuil et de protestation contre les faits sanglants d'hier soir. Plusieurs chefs syndicaux ont déjà donné leur adhésion à cette mesure.

Les troupes genevoises mises de piquet

Le Conseil d'Etat a décidé de mettre de piquet le régiment d'infanterie 3, ainsi que le bataillon de landwehr 103.

Il s'agit là évidemment d'une nouvelle provocation d'un gouvernement totalement affolé.

C'est hier, messieurs du Conseil d'Etat, qu'il aurait fallu appeler ces troupes. Mais vous avez préféré utiliser, aux fins que vous savez, des recrues amenées à la hâte.

Cette mesure n'est pas de nature à rétablir le calme dans une population où l'indignation et la colère se manifestent de plus en plus étroitement.

Les „héros“ militaires

A titre de renseignements voici la liste des « héros » militaires étrangers à notre canton qui commandaient les jeunes recrues et qui les ont munies de munitions de guerre à l'intention d'un public de manifestants et de curieux :

CDT COLONEL LEDERREY.

Ier Cp. Ier lieutenant BURNAT.

IIe Cp. Ier lieutenant FRICK.

IIIe Cp. Ier lieutenant CASTAN.

IVe Cp. mitr. BESSON.

commandant 650 hommes, soit toute l'école de recrues inf. III/1. 321 Restaien, en caserne hier soir, cinquante-cinq hommes, dont trente malades.

Le journaliste provocateur

Parmi les journalistes bourgeois présents à la rue de Carouge, l'un paraissait particulièrement affairé et énervé. Chacun aura deviné qu'il s'agissait du sieur Trollux, dont les sourires faux ne trompent personne. Trollux courait d'un endroit à l'autre, s'empressant de rapporter au chef de la police les faits et gestes de la foule.

Peu avant les coups de feu, il ramassa un bout de crosse abandonné à terre et au pas de course, il vint le remettre à Frédéric Martin en déclarant : « C'est le moment, il faut tirer dans le tas ! »

Singulier rôle pour un reporter de la neutre « Tribune de Genève », contre laquelle la classe ouvrière fera bien de commencer quelques représailles.

Scène de sauvagerie

Les coups de feu eurent le don de mettre certains gendarmes en furie ; ils se précipitèrent dans les cafés pour les faire évacuer. Au Café Supersaxod ils agirent avec une folle brutalité, le gendarme Pittier en tête. Les consommateurs furent jetés dehors du café à coups de poings et de sabres. L'un d'eux, M. Despland, commis aux Services industriels, qui buvait tranquillement une pichollette, fut frappé avec une rare violence ; il avait le visage en sang.

L'indignation d'un témoin

Me David Moriaud, député radical, que l'horreur de la tragédie a complètement atterré, nous a téléphoné pour nous dire sa sympathie. Me David Moriaud, qui se trouvait sur place lorsque les fusils-mitrailleurs crachèrent, se déclare prêt à témoigner que c'est sans provocation aucune de la part des manifestants que la troupe est intervenue. Il a vu tomber à ses pieds un manifestant qui fut relevé par notre camarade Dupont.

Arrestations arbitraires

La police avait pris toutes ses dispositions et dans l'après-midi déjà quelques manifestants des partis ouvriers reçurent une invitation à se présenter à la Sûreté, rue du Puits St-Pierre, pour communication. Il s'agissait en somme de mettre à l'abri ceux qui pouvaient prendre la direction de la manifestation. Deux militants, Maillefer et Cornu notamment, furent enfermés dans la cellule depuis 6 heures jusqu'à minuit un quart. On a pourtant eu la délicatesse de les faire patienter en leur remettant un sandwich et une chope.

On interroge des blessés

M. le juge d'instruction Fœx qui fut appelé par le procureur général, s'est employé depuis 2 heures à 4 heures du matin à interroger à titre de témoins des personnes blessées dans la bagarre.

A l'hôpital, puis à la caserne, le juge informateur interrogea 14 blessés ; d'autres n'ont pas pu être interrogés.

Le juge reprendra aujourd'hui les interrogatoires.

Nicole arrêté

Ce matin, vers 10 h. 30, notre camarade Nicole a été arrêté à son domicile par M. Flotron, commissaire de police accompagné d'une demi-douzaine d'agents.

M. Flotron était porteur d'un mandat d'arrêt établi sur la demande de M. Fréd. Martin l'accusant « d'atteinte à la sécurité publique ».

Au moment de son arrestation Nicole a demandé au commissaire : « En avez-vous un pareil pour vos chefs Zoller et Fréd. Martin ? »

Les responsables du mitraillage de la foule courent encore.

A LAUSANNE

Les agents matraquent des manifestants sur la place Saint-François

Le cortège de protestation contre les brutalités fascistes de Genève, organisé par le Parti ouvrier socialiste lausannois à l'issue de son assemblée ordinaire, après avoir parcouru dans l'ordre et le calme le plus parfait les principales artères du centre de la ville, aboutit à la place Bel-Air. Lorsque le camarade Dr Jeanneret, président du P. O. S. L., eut terminé son discours, un groupe de communistes arriva depuis la Maison du Peuple.

Dans la petite salle de la Maison du Peuple, le Secours rouge avait organisé hier soir une fête pour commémorer le 15^{me} anniversaire de la Révolution russe. Deux jeunes crapules s'introduisirent dans la salle et lancèrent des boules puantes. Leur coup fait, ils disparurent rapidement. L'agent de police placé près de la salle ne les inquiéta pas. L'un des deux abandonna dans la cour une matraque. Le public dut évacuer la petite salle et se rendre dans la salle où la fête se déroula normalement. Vers 23 heures, quelques membres du Parti communiste, ayant appris que les membres du Parti socialiste manifestaient en ville, se rendirent sur la place Bel-Air avec un drapeau rouge.

Après le chant de l'Internationale, un cortège se reforma et prit la direction du Grand-Pont A la sortie des cinémas, la foule augmenta. Des agents de police en vélo suivirent le cortège puis le dépassèrent.

Arrivés sur la place St-François, les manifestants se groupèrent entre les deux refuges pour piétons, devant l'église.

Au moment où le camarade Dr Jeanneret voulut prendre la parole pour annoncer la fin de la manifestation et demander aux participants de rentrer chez eux, le 1^{er} lieutenant Pache donna l'ordre aux agents réunis près du poste de faire évacuer la place. Sur son ordre, sans sommation préliminaire, les agents employèrent leur matraque. Deux femmes furent sauvagement frappées. L'une d'elles fut traitée de « putain », reçut des coups de poings et de matraques. Elle tomba à terre. Un agent lui déchira sa robe. Une autre femme fut frappée à la tête. Les manifestants ne furent pas épargnés.

C'était la bagarre, provoquée uniquement par les maladrotes du 1^{er} lieutenant Pache et par son manque de sang-froid.

Alors qu'il avait déjà donné les ordres à ses hommes d'user de leur matraque, le 1^{er} lieutenant Pache demanda à notre camarade Dr Jeanneret de dire aux manifestants de se disperser. Mais, il était trop tard. Ses ordres et les brutalités des agents avaient déjà provoqué la bagarre.

Quelques citoyens qui furent particulièrement visés par les agents et victimes de leurs brutalités, réagirent. Ils furent cernés, arrêtés et conduits au poste de police de St-François.

Le camarade Dr Jeanneret, président du Parti socialiste, fut conduit au poste. Il en ressortit à 1 heure et demie. Le camarade Schaeffer, président de l'Union syndicale, dut également se présenter. Les cinq autres manifestants arrêtés furent gardés à disposition du juge informateur. Ils doivent être relâchés aujourd'hui.

Les agents restèrent jusque vers minuit et demi sur la place. Petit à petit la foule se dispersa.

Les brutalités de la police qui a provoqué les manifestants ont indigné un grand nombre de citoyens qui se trouvaient présents.

Il est incontestable que le 1^{er} lieutenant Pache est responsable de cette bagarre.

Est-il nécessaire d'ajouter que les comptes rendus publiés ce matin par les journaux bourgeois sont entièrement faux. Ces mensonges s'expliquent quand on s'aperçoit que ces comptes rendus tendent tous à dégager la responsabilité du 1^{er} lieutenant Pache et à justifier les brutalités de certains agents.

La classe ouvrière lausannoise ne sera pas la dupe de ces mensonges et sait à quoi s'en tenir sur les graves maladrotes commises hier soir par la police.

A la classe travailleuse et honnête du canton de Genève

Des apprentis fascistes, soutenus par les autorités cantonales et municipales — dans leur majorité bourgeoise — estiment que cela ne suffit point qu'il y ait une justice de classe à la disposition et pour la défense du régime d'exploitation capitaliste. Ils veulent y ajouter un tribunal d'exception — comme sous le règne mussolinien.

Ce tribunal d'exception doit fonctionner ce soir, à la Salle communale de Plainpalais, sous le haut contrôle moral du très pornographique auteur de « A mi-corps », Georges Oltramare, le copropriétaire des immeubles d'où les locataires chômeurs sont chassés par voie d'évacuation judiciaire — pour 60 francs de retard.

Le Conseil d'Etat et la majorité du Conseil administratif de la ville de Genève admettent parfaitement ce tribunal d'exception. Dûment averties par le Parti socialiste, ces deux autorités viennent de sanctionner la parodie de justice imaginée par les réactionnaires de l'Union nationale.

EN CONSÉQUENCE, LA CLASSE TRAVAILLEUSE APPREND, UNE FOIS DE PLUS, QU'ELLE NE PEUT ET NE DOIT COMPTER QUE SUR ELLE-MÊME POUR LA DÉFENSE DE SA DIGNITÉ ET DE SA PEAU.

Il n'est pas douteux que le tribunal qui doit fonctionner à Plainpalais est un premier essai de violente intimidation des travailleurs. Déjà le « Journal de Genève » réclame des mesures d'exception — après Musy, l'ami des gangsters — contre les membres d'un parti ouvrier, travaillant dans les administrations publiques. La réaction s'apprête à sévir avec rage sur la ville de Genève où la bourgeoisie capitaliste s'impatiente d'avoir en face d'elle une classe ouvrière qui ose lui parler face à face et lui dire ses quatre vérités.

Le chômage qui s'accroît, les salaires dont des diminutions sont annoncées à tous les employés des entreprises publiques, après des baisses déjà subies dans la plupart des entreprises privées, la misère qui partout s'avance et submerge les masses travailleuses,

sont des phénomènes économiques et sociaux que la classe dirigeante veut compléter par une réaction politique telle que les travailleurs n'en ont plus subie depuis un siècle.

La classe travailleuse genevoise va-t-elle se laisser faire ?

Non, non et non !

Ce soir, les réactionnaires trouveront à qui parler devant la Salle communale de Plainpalais et dans la salle, ils devront être mis dans l'impossibilité d'accomplir leur besogne d'agents provocateurs. Ils ont leur représentation très large dans tous les conseils du pays ; ils tiennent dans leurs mains l'administration et la justice ; ils ont leurs journaux, c'est-à-dire toute la presse reptilienne ; l'Eglise bénit jusqu'à leur contrebande d'alcool ; **NOUS NE LEUR PERMETTRONS PAS LA CRÉATION D'UN TRIBUNAL D'EXCEPTION OU LES ACCUSÉS N'AURAIENT PAS MEME LE DROIT D'ÊTRE ENTENDUS.**

La classe travailleuse, courageuse et honnête, les ouvriers des chantiers et des usines comme les employés des bureaux et des commerces, les salariés des administrations publiques comme les petits commerçants et artisans, sauront répondre ce soir, selon la méthode populaire franche et nette, à l'acte d'agression de classe de la réaction genevoise qui a bien assez à faire à juger les siens, filibustiers de la finance et de la contrebande, sans s'occuper des militants ouvriers.

Le devoir de tous les membres inscrits dans les rangs du Parti socialiste, de tous les membres des organisations syndicales de salariés, de tous les membres des associations récréatives ouvrières et de tous ceux qui pensent librement et veulent un régime nouveau est d'être ce soir à la Salle communale de Plainpalais.

Le Parti socialiste genevois compte sur tous. Qu'on se le dise et qu'on agisse comme le commandant les événements de l'heure présente.

PARTI SOCIALISTE GENEVOIS

Le CLS | LibrAdio.org

Le **Cercle de Lecture Sociale** prétend recouvrer une mémoire combative en affleurant des sources d'époque de l'Histoire sociale occultées ou méconnues. Nous postulons que habités par cet héritage et ainsi outillés; nourris des luttes et des conquêtes dont nous sommes le résultat, nous ne concéderons ni ne reculerons plus au devant des attaques du capitalisme prédateur-assassin.

LibrAdio une radio d'inspiration libertaire veut

remettre au centre les initiatives horizontales, autogestionnaires et en rupture du paradigme qui nous assiege et nous étiole. De nombreuses et passionnantes actions et offensives surgissent des individuels et de la société civile dont on serait avisés de promouvoir le fait.

Rejoins la gangue! Pour les deux entités:

www.libradio.org et libradio@canaglie.org

Lire, dire, écouter, suggérer. Accompagner, aider, agir: Bienvenue!

09.11.2021